

Communauté de Communes Bresse et Saône

50 chemin de la Glaine – 01380 Bâgé-le-Châtel

Extrait du registre des délibérations du Conseil de Communauté

Nombre de délégués

➤ en exercice : 36 ➤ pour : 35
➤ présents : 31 ➤ contre :
➤ votants : 35 ➤ blanc :
➤ abstention :

Date de convocation : 13 décembre 2023

Séance du 19 décembre 2023

L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS, le 19 décembre à 18H30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Bresse et Saône, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire sur la commune de Sermoyer, sous la présidence de Monsieur Guy BILLOUDET.

Etaient présents les délégués suivants :

| | | |
|-------------|-------------------------|---|
| Communes de | Arbigny | GRAS Daniel |
| | Asnières/Saône | WILLEMS Jean-Marc |
| | Bâgé-Dommartin | BERNIGAUD Christian-MERONI Isabelle-DIOCHON Eric-GAUTHERET |
| | | Marie-Pierre-BESSON Jean-Jacques |
| | Bâgé-le-Châtel | MALATERRE Jean-Louis |
| | Boissey | TIRREAU Andrée |
| | Boz | GIRAUD Alain |
| | Chavannes/Reyssouze | DOUARD Dominique |
| | Chevroux | SAVOT Dominique |
| | Feillens | BILLOUDET Guy-FAVRE Christian-CARILLIER Martine |
| | Gorrevod | GUILLERMIN Henri |
| | Manziat | LARDET Denis-BERRY Florence-CATHERIN Christian |
| | Ozan | PESENTI Marie-Jeanne |
| | Pont-de-Vaux | BUGAUD Jean-Pierre-DELAY Françoise |
| | Replonges | VERNOUX Bertrand-ROBIN Pascale-GAULIN Christian-MONTErrAT Raphaël |
| | Reyssouze | |
| | Saint-André-de-Bâgé | PLENARD Philippe |
| | Saint-Bénigne | VILARD Philippe |
| | Saint-Etienne/Reyssouze | MARGUIN Jean-Pierre |
| | Sermoyer | PANCHOT Huguette |
| | Vésines | JULLIN Gilbert |

Etaient absents les délégués suivants :

Madame Victoria POLI.

Monsieur Freddy BEREYZIAT a donné pouvoir à Monsieur Henri GUILLERMIN pour voter en son nom.

Madame Christine PACCAUD a donné pouvoir à Monsieur Bertrand VERNOUX pour voter en son nom.

Madame Agnès PELUS a donné pouvoir à Madame Marie-Jeanne PESENTI pour voter en son nom.

Madame Emily UNIA a donné pouvoir à Monsieur Philippe VILARD pour voter en son nom.

Madame Isabelle MERONI a été désignée secrétaire de séance.

OBJET : Droit de Prémption Urbain.

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le code de l'urbanisme

Vu l'arrêté préfectoral en date du 15 décembre 2016 portant fusion des Communautés de Communes de Pont-de-Vaux et du Pays de Bâgé

Vu les statuts de la Communauté de Communes Bresse et Saône comprenant la compétence « Plan Local d'Urbanisme intercommunal » (PLUi) acté par arrêté préfectoral en date du 15 décembre 2016

Vu les articles L.210-1 et suivants et L.211-1 et suivants du code de l'urbanisme permettant à l'EPCI compétent en PLU d'instaurer le droit de prémption urbain

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 19 décembre 2023 approuvant l'élaboration du PLUi

Considérant que la Communauté de Communes Bresse et Saône est compétente en matière de PLUi

Considérant que la Communauté de Communes Bresse et Saône dispose d'un PLUi approuvé par délibération communautaire en date du 19 décembre 2023

.../...

Envoyé en préfecture le 01/02/2024
Reçu en préfecture le 01/02/2024
Publié le
ID : 001-200071371-20231219-19122023_197-DE

Considérant que le Droit de Préemption Urbain est déjà en vigueur dans la majorité des communes et qu'il est nécessaire de le conserver au regard des enjeux fonciers et d'aménagement du territoire,

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

INSTAURE le Droit de Préemption Urbain (DPU) sur toutes les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du PLUi,

DÉCLARE que le DPU sera exercé par la Communauté de Communes Bresse et Saône en collaboration avec ses communes membres,

DÉCLARE que les périmètres d'application du DPU seront annexés au PLUi, conformément à l'article R.151-52-7° du code de l'urbanisme,

DÉCLARE que la présente délibération sera transmise à la Préfecture, qu'elle fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de Communes Bresse et Saône et dans les 20 communes durant un mois, et que mention de cet affichage sera fait dans deux journaux diffusés dans le département,

AUTORISE le Président, ou son représentant, à signer la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de Lyon.

*Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.
Pour copie conforme,
Le Président,*

